

Afrique

Stimuler la croissance économique et saisir une opportunité sans précédent d'éradiquer la pauvreté

En 2010, l'Afrique est parvenue à se rétablir de la crise économique et financière mondiale de 2008 de façon remarquable. Les pays d'Afrique subsaharienne, à l'exception de l'Afrique du Sud, ont atteint un taux de croissance du PIB de 5,8 %, soit un chiffre supérieur au taux de croissance moyen du PIB durant les années qui ont précédé la crise (5,6 %*1 de 2000 à 2008). L'Afrique

doit faire face à de nombreux défis, tels que la diversification économique, le renforcement des capacités administratives, la création d'emplois et l'amélioration des services sociaux, mais elle est en position d'obtenir des résultats vers l'éradication de la pauvreté avec les efforts concertés et opportuns de soutien à la croissance apportés par la communauté internationale.

Principales stratégies d'aide

Parvenir à une croissance équitable et durable par le plan d'action de Yokohama

Évolution de la situation globale en Afrique

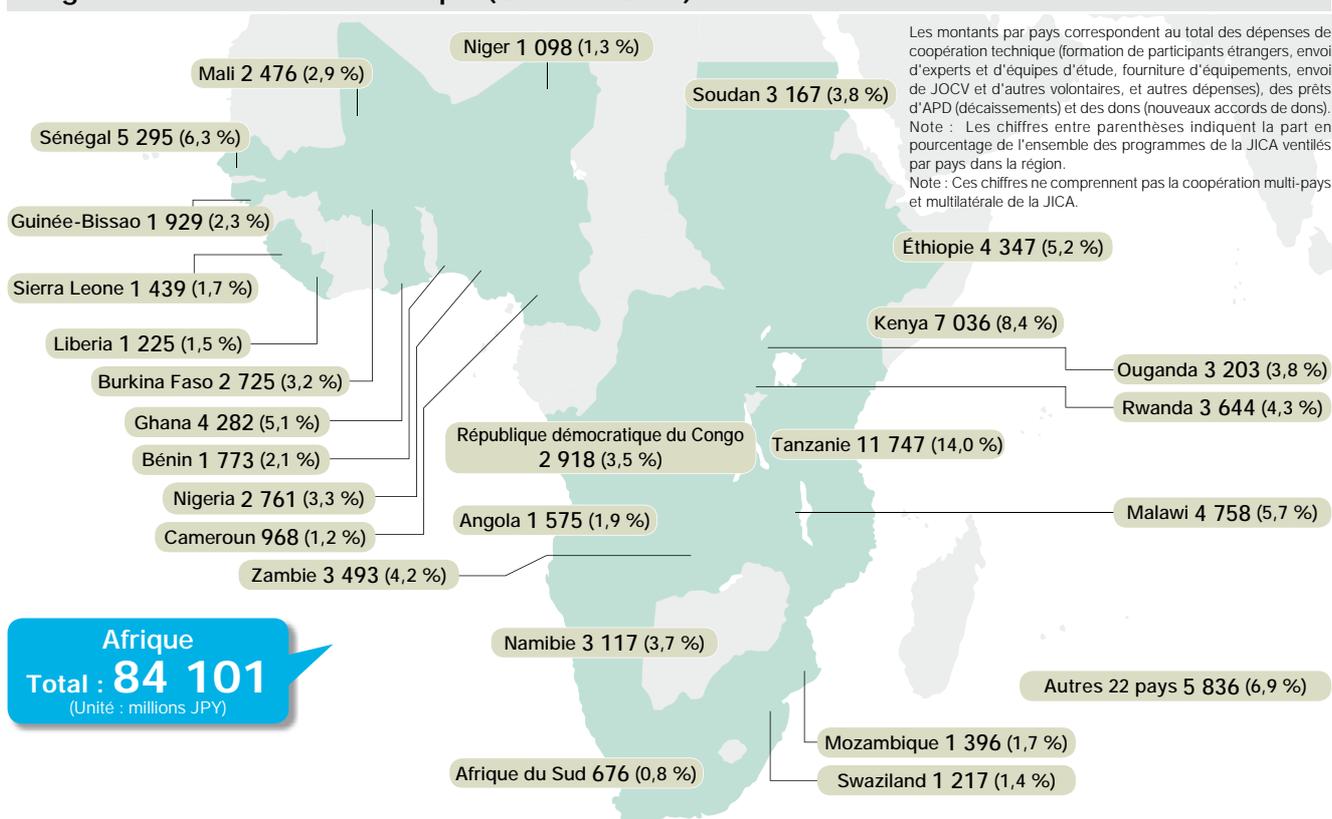
Le temps où l'Afrique n'était pas en mesure de saisir les opportunités économiques à cause des guerres, des dictatures ou des problèmes de réfugiés et de sécheresse appartient maintenant au passé. Avec la stabilisation de la situation politique, l'Afrique devient une destination de plus en plus attractive pour les investissements, notamment pour ses ressources naturelles. Grâce à la poussée de la consommation intérieure, la hausse des prix des biens d'exportation et d'autres facteurs, l'Afrique a atteint, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, une croissance économique stable qui concerne les pays qui ne produisent pas de pétrole et ceux qui ont souffert de la guerre*2. Au cours de la décennie qui s'est achevée par la crise économique et financière mondiale, la croissance moyenne du PIB en Afrique se situait autour de 5 %.

En 2005, le montant des investissements directs à l'étranger (IDE) vers l'Afrique, une destination de plus en plus attractive pour les investissements, dépassait pour la première fois le montant de

l'APD et il a continué à progresser chaque année, même pendant la crise économique et financière mondiale. Cette tendance devrait se confirmer et on estime à 60 milliards USD le montant des IDE vers l'Afrique pour 2011*3. Dans ces circonstances marquées par le recul de la place relative de l'APD, il est essentiel de soutenir une croissance économique durable en Afrique en collaboration avec le secteur privé.

D'autant plus que les acteurs de l'aide au développement ont également connu une évolution, en particulier avec la montée des donateurs émergents comme le Brésil, l'Inde, la Chine et la Corée du Sud. À un moment où la communauté internationale envisage de modifier le système et le cadre de l'aide au développement, la JICA doit élaborer de nouvelles approches de la coopération pouvant maximiser l'impact de l'aide sur le terrain à travers des partenariats avec ces pays.

Programmes de la JICA en Afrique (Exercice 2010)





■ Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) est une initiative lancée dans les années 1990 par le gouvernement japonais pour promouvoir, au sein de la communauté internationale, un dialogue sur la coopération en Afrique axé sur les principes d'appropriation et de partenariat. En 2010, la Commission de l'Union africaine (CUA) est devenue co-organisatrice de la TICAD en tant que représentante de l'Afrique, avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale. La TICAD est un forum largement ouvert à l'ensemble des partenaires qui contribuent à la croissance en Afrique : les agences d'aide gouvernementales des pays développés, les institutions internationales, les entreprises privées, les donateurs émergents, les pays asiatiques et les organisations non gouvernementales (ONG). La TICAD est progressivement devenue un forum qui permet à l'ensemble des participants de consolider leurs connaissances et leur expérience et de discuter d'une feuille de route pour la croissance africaine.

La quatrième TICAD, qui s'est tenue en mai 2008, privilégie trois enjeux : 1) accélérer la croissance économique ; 2) garantir la sécurité humaine ; et 3) prendre en compte les enjeux environnementaux et climatiques. La TICAD IV a abouti à l'adoption du plan d'action de Yokohama qui doit être mis en œuvre collectivement par la communauté internationale. En tant qu'organisation chargée de l'exécution de l'APD du Japon, la JICA assure une coopération en collaboration avec divers partenaires, ainsi qu'avec la communauté internationale, pour le développement durable de l'Afrique à travers le plan d'action de Yokohama.

Questions et actions prioritaires

■ Partenariat avec les co-organisateur de la TICAD

La JICA collabore avec les Nations unies, co-organisateur de la TICAD depuis le début du processus, dans les années 1990, afin de sensibiliser la communauté internationale au développement de l'Afrique. Aujourd'hui, l'Afrique fait systématiquement partie du programme des discussions sur le développement international et notamment de celui des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Lorsque la TICAD a vu le jour dans les années 1990, l'Afrique était le « continent oublié ». Aujourd'hui, il est évident que le processus a fortement contribué à mettre en avant le programme de développement pour l'Afrique au sein de la communauté internationale.

La JICA continue de déployer une coopération sous diverses formes, avec le PNUD, en réalisant des projets sur le terrain. Cela a permis de développer une grande variété d'activités qui exploitent les atouts de chaque organisation. Par exemple, tandis que le PNUD apporte une aide à l'établissement de politiques d'adaptation au changement climatique, dans le cadre du programme d'adaptation de l'Afrique auquel le gouvernement japonais a contribué via le



Discours du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Takeaki Matsumoto, à la troisième réunion ministérielle de suivi de la TICAD, organisée au Sénégal du 1^{er} au 2 mai 2011.

PNUD, la JICA organise des formations dans les domaines liés et conjugue ses moyens avec ceux du PNUD pour favoriser un environnement propice à la mise en œuvre de ces politiques. L'effort de coopération de la JICA, en collaboration avec le PNUD, passe également par l'utilisation du Fonds d'affectation spéciale pour la sécurité humaine^{*4}.

La JICA et la Banque mondiale identifient et élaborent conjointement des projets de cofinancement, afin de développer des projets à grande échelle impossibles à mettre en œuvre par une seule organisation. D'autant plus que les approches régionales et sous-régionales peuvent se révéler efficaces dans la mesure où le continent africain est constitué de nombreux pays hétérogènes en termes de taille et de capacité. Par exemple, la mise en place d'un corridor international et de pools énergétiques est une priorité en matière de développement des infrastructures régionales.

Avec la CUA, qui est devenue co-organisatrice de la TICAD en 2010, la JICA approfondit les discussions sur les différentes formes possibles de coopération, notamment avec les comités de secteur de la CUA. Le processus d'appropriation de l'Afrique devrait connaître de nouveaux progrès avec la réalisation des engagements pris lors de la TICAD IV.

■ Établissement de partenariats variés centrés sur l'avenir de l'Afrique

La réalisation des engagements effectués lors de la TICAD IV a été fixée à 2012. Les résultats attendus sont en passe d'être atteints sans obstacle et la JICA entend poursuivre ses actions et étendre ses projets en se concentrant sur 2012 et au-delà. Cependant, les besoins de l'Afrique sont colossaux et il est difficile pour la JICA d'y répondre seule. Compte tenu de l'évolution de la situation générale de l'Afrique, notamment de sa croissance économique, de la progression

*1 Banque mondiale, « Africa's Pulse », vol. 3, avril 2011.

*2 Banque mondiale, « L'avenir de l'Afrique et le soutien de la Banque mondiale », mars 2011.

*3 Données du CAD, flux d'IDE et d'APD vers l'Afrique de 2000 à 2011.

*4 Le fonds, établi par les Nations unies, est né d'une initiative japonaise de mars 1999. En avril 2009, le gouvernement japonais a contribué au fonds à hauteur de 37,3 milliards JPY (environ 330,43 millions USD). Via ce fonds, le Japon a soutenu plus de 190 projets d'organisations internationales liées aux Nations unies pour lutter contre diverses menaces sur la vie, les moyens de subsistance et la dignité des personnes selon la perspective de la sécurité humaine. (Site internet du ministère japonais des Affaires étrangères)



Projet d'amélioration urgente du système d'approvisionnement électrique à Freetown, en Sierra Leone

des IDE et de la modification des acteurs de l'aide, établir des partenariats variés avec des entreprises privées, des ONG, des instituts de recherche, des universités, d'autres bailleurs de fonds et des organisations internationales est devenu crucial pour l'expansion de l'aide de la JICA en Afrique.

■ Coopération avec des entreprises privées

Le développement du secteur privé est essentiel pour que l'Afrique parvienne à l'autonomie et à une croissance durable. Les entreprises privées japonaises, qui disposent de technologies avancées et d'un savoir-faire bien établi en matière de gestion de l'organisation et des entreprises, peuvent apporter de nombreux bénéfices à l'Afrique et au Japon grâce aux activités économiques et aux transferts technologiques vers l'Afrique, mais aussi par le développement des ressources humaines et la création d'emplois. Alors que de nombreux pays africains enregistrent une croissance économique rapide, la JICA redouble d'efforts pour maintenir et améliorer un environnement qui permette au secteur privé de poursuivre des activités économiques saines et dynamiques.

Certaines entreprises japonaises sont fortement engagées dans une démarche de responsabilité sociale d'entreprise (RSE) en Afrique. La JICA promeut les partenariats avec ces entreprises pour favoriser le développement en Afrique avec « Tout le Japon » en créant des effets de synergie via divers projets mis en œuvre par la JICA sur le terrain. Par exemple, lors de la coupe du monde de football de la FIFA en Afrique du Sud en 2010, la JICA s'est associée avec Sony pour installer des écrans géants au Ghana et organiser des événements combinant la diffusion de matchs de football et des activités éducatives autour du VIH et du sida. Par ailleurs, lorsque Sanyo Electric a donné des lanternes solaires à l'Afrique, la JICA a sollicité des idées d'utilisation auprès des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) qui travaillaient en Afrique et elle a choisi où les dons allaient être acheminés.

Lors de l'exercice 2010, la JICA a mis en place un système de soutien aux études préparatoires visant à promouvoir les partenariats sur des activités à la « base de la pyramide » (BoP pour « Base of the Pyramid ») avec des entreprises et d'autres organisations [→ voir « Partenariats public-privé », page 142]. La moitié des projets sélectionnés dans ce cadre visaient l'Afrique (10 sur 20), ce qui est révélateur de l'intérêt croissant des entreprises japonaises pour l'Afrique. Avec ses 25 bureaux sur le continent africain, la JICA peut aider les entreprises japonaises à entrer sur le très prometteur marché africain et contribuer, au sens large, à l'intérêt national de leur pays.

■ Partenariats avec des ONG

En Afrique, la JICA apporte une aide circonstanciée étroitement liée aux besoins humains fondamentaux en partenariat avec les ONG dans les domaines suivants : l'eau et l'hygiène (accès à une eau salubre), l'éducation (promotion de la scolarisation des filles), la santé et les soins médicaux (renforcement des capacités des centres de soins locaux), et le développement rural (accroissement de la productivité et des moyens de subsistance). Alors que l'Afrique connaît une forte croissance économique, à certains endroits, les capacités administratives ne permettent pas d'assurer correctement les services sociaux. Les divers projets de la JICA et l'aide mise en œuvre par les ONG devraient contribuer de manière complémentaire à un développement équitable de l'Afrique.

Bien que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015 semble compromise, il est possible de les atteindre dans un avenir qui n'est pas si lointain^{*5}. Tout en soutenant la croissance économique en Afrique, la JICA veille également à promouvoir une croissance équitable qui bénéficie à l'ensemble de la population.

■ Coopération avec les donateurs émergents

Avec la Chine, le Brésil et la Corée du Sud, dont la présence en tant que donateur émergent est de plus en plus importante, la JICA explore de nouveaux moyens de maximiser l'impact de l'aide sur le terrain. La Chine en particulier est très présente en Afrique, et la JICA encourage un dialogue sur le partage d'information et les modalités de coopération sur des projets qui bénéficieront aux trois parties prenantes, l'Afrique, la Chine et le Japon.

En coopération avec le Brésil, la JICA promeut le développement agricole de la savane tropicale au Mozambique. Le Japon et le Brésil ont acquis des connaissances profondes dans ce domaine en procédant au développement agricole du « *campo cerrado* », la savane tropicale du centre-ouest du Brésil. Certaines régions du Mozambique partagent les mêmes conditions naturelles que le *cerrado* brésilien et la sécurité alimentaire peut contribuer à la réduction de la pauvreté dans les deux pays. Le Mozambique et le Brésil sont deux anciennes colonies portugaises, ils partagent donc la même langue. Ces facteurs ont permis d'établir qu'un transfert de technologie efficace serait possible^{*6}.

L'augmentation des prix alimentaires sur le marché international, conjuguée à une progression de la consommation due à la croissance économique et à l'accroissement démographique viennent peser sur la sécurité alimentaire de nombreux pays africains. La JICA contribuera à assurer la sécurité alimentaire en Afrique en soutenant le développement agricole, notamment par le projet de développement agricole au Mozambique, mis en œuvre grâce à un partenariat entre le Brésil et le Japon.

■ Coopération Sud-Sud

Le processus de la TICAD se caractérise notamment par une volonté de « transmettre l'expérience asiatique à l'Afrique ». Cela se traduit par une utilisation flexible de l'expérience et des connaissances japonaises, qui ont été appliquées au niveau national puis sur le continent asiatique, et par la promotion d'une croissance durable en Afrique. Certains pays asiatiques comme

^{*5} Banque mondiale, L'avenir de l'Afrique et le soutien de la Banque mondiale, mars 2011.

^{*6} International Cooperation of Agriculture & Forestry, un article du conseiller Hongo, Coopération triangulaire pour le développement agricole dans la savane tropicale au Mozambique : ProSAVANA-JBM

Devenir un centre d'excellence en Afrique occidentale

Le projet de renforcement de l'administration publique de la JICA avait pour but de renforcer les capacités des fonctionnaires de niveau intermédiaire au Ghana, et de les sensibiliser à l'éthique nécessaire à l'exercice de leur profession. Le projet commence à porter ses fruits sur la réforme du secteur public national. La seconde phase initiée en mars 2011, le renforcement des capacités institutionnelles du Centre de formation pour le service public, doit étendre les résultats du projet à d'autres pays d'Afrique occidentale.



Une formation destinée aux fonctionnaires de niveau intermédiaire au Ghana, conduite lors de la première phase. La participation de fonctionnaires de Sierra Leone et du Liberia a constitué une étape décisive pour la coopération intra-régionale.

Acquisition de connaissances par des programmes de formation pour les pays tiers

L'amélioration du secteur public est l'un des principaux défis auquel le Ghana doit faire face. Cependant, bien que des progrès aient été accomplis, notamment grâce à la création d'un ministère de la Réforme du secteur public en 2005*, peu de formations ont été proposées aux fonctionnaires de niveau intermédiaire qui sont pourtant des acteurs importants de cette réforme.

Durant la première phase du projet, commencé en 2007, la JICA a travaillé sur l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles formations courtes destinées à ces fonctionnaires, en partenariat avec le Centre de formation pour le service public (CSTC) du Ghana. Ces efforts ont fourni d'excellents résultats, le nombre de cursus et d'enseignants est en progression et un cycle d'évaluation a été établi.

Le système consistant à établir des plans d'action a fortement contribué à ces résultats. Le mécanisme qui a permis aux stagiaires d'élaborer des plans d'action durant leur formation et de les mettre en application sur leur lieu de travail, avec un suivi de la mise en œuvre par le CSTC visant à encourager les réformes organisationnelles, s'est révélé efficace. Ce mécanisme et le système d'évaluation des enseignants par les stagiaires, ainsi que l'organisation de séminaires pour le partage des

résultats de la formation, sont basés sur des pratiques saines – selon les critères de nombreux pays, dont la Tanzanie, l'Afrique du Sud, Singapour, la Malaisie et le Bangladesh, auprès desquels la JICA a assuré une coopération dans le domaine de la valorisation des fonctionnaires – ainsi que sur l'apprentissage des parties concernées au cours de programmes de formation de pays tiers.

La capacité du Ghana à tirer parti des expériences des autres pays dans le cadre de la coopération Sud-Sud a été l'élément décisif du succès du projet

Un bénéficiaire devenu acteur majeur de la fourniture d'aide

Le personnel impliqué dans la mission du CSTC affiche une volonté de propulser le centre de formation à un niveau international et de renforcer son appropriation, avec l'objectif d'en faire un centre d'excellence pour la formation des fonctionnaires en Afrique occidentale.



La directrice du CSTC, Dei-Tumi, anime une formation.

Afin d'appuyer ce mouvement, la JICA prévoit dans une seconde phase d'inviter des stagiaires de Sierra Leone et du Liberia, deux pays voisins où les guerres civiles ont provoqué une pénurie de ressources humaines et qui doivent rebâtir en repartant de zéro une structure pour la formation des fonctionnaires et des ressources humaines. Dans cette optique, la JICA apportera une aide sous forme de coopération conjointe trilatérale pour la valorisation des fonctionnaires. Une première étape a été franchie pour permettre au CSTC de fournir une formation de haute qualité apte à répondre aux besoins croissants des pays de cette région.

Vu du terrain

Mme Dora Dei-Tumi, directrice du Centre de formation pour le service public (CSTC)

Avant, il était extrêmement difficile d'organiser une formation, car les installations étaient inadaptées et le personnel insuffisant. En partageant les coûts avec la JICA, nous sommes cependant parvenus à rénover les installations et à renforcer nos capacités de formation. Notre bonne réputation s'est répandue par le bouche à oreille, et aujourd'hui, nous pouvons accueillir de nombreux stagiaires.

Un stagiaire ayant suivi la formation « Leadership éthique »

(Extrait de l'entretien qui suit la formation)

Dans le plan d'action, mon objectif consistait à améliorer certains points qui avaient été négligés jusqu'à présent, comme la gestion des documents, l'attitude vis-à-vis du client et la ponctualité au travail. Pour mettre ce plan en application, nous avons reçu un soutien organisationnel via la délivrance d'une lettre du chef de la fonction publique adressée au directeur principal de notre ministère. Nous avons également bénéficié d'une enquête de suivi pour mesurer les progrès accomplis. Les pratiques de bases mentionnées ci-dessus sont aujourd'hui largement reconnues et respectées sur le lieu de travail.



Le Centre de formation pour le service public après rénovation.

* Le ministère de la Réforme du secteur public est devenu le secrétariat de la Réforme du secteur public rattaché au bureau du président en 2009.

la Thaïlande, la Malaisie et le Vietnam deviennent des bailleurs de fonds et certains, comme la Corée du Sud, ont récemment rejoint le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les gouvernements de la Thaïlande et du Vietnam ont par exemple tous deux effectué des contributions au plan d'action de Yokohama et ils ont exprimé leur engagement envers l'aide à l'Afrique.

La JICA, qui promeut la coopération Sud-Sud depuis plus de 30 ans, organise des programmes de formation pour les pays tiers en Afrique, avec la coopération de la Thaïlande et de la Malaisie. L'Agence a également octroyé des prêts, cofinancés par la Corée du Sud, au Mozambique.

Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, la JICA se concentre également sur la promotion de la coopération intra-régionale en Afrique, parallèlement à la coopération avec l'Asie. Les élèves des pays voisins sont admis dans les centres de formation professionnelle qui ont accumulé des connaissances grâce au soutien de la JICA. Les centres de formation professionnelle du Sénégal et de l'Ouganda acceptent par exemple respectivement des élèves de la République démocratique du Congo et du Sud-Soudan. Assurer une coopération entre des pays qui partagent une même langue, une histoire similaire et des contextes socio-culturels comparables permet une mise en œuvre efficace des projets. Ce système comporte d'autres avantages, comme le renforcement des organisations responsables de la coopération technique et une meilleure compréhension de leur fonctionnement. En effet, elles jouent un rôle fondamental pour la transmission des connaissances obtenues via les projets de coopération technique de la JICA pour d'autres pays. La JICA, en favorisant une compréhension mutuelle par un travail collaboratif qui bénéficie



Formation de stagiaires de la République démocratique du Congo (au Centre de formation professionnelle et technique Sénégal-Japon).

aux pays ayant la volonté de parvenir à l'intégration régionale, continuera de jouer un rôle prépondérant pour la promotion de la coopération entre les pays africains.

■ Coopération avec les pays donateurs (donateurs traditionnels)

La JICA encourage la coopération avec les donateurs de premier plan au regard du montant de l'aide consacrée à l'Afrique : les États-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, tout en s'efforçant d'utiliser au mieux les avantages comparatifs de chaque pays. Concrètement, la JICA a conclu un accord de coopération avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

Étude de cas **Sierra Leone - Projet d'établissement d'un système de gestion de l'approvisionnement en eau dans le district de Kambia / projet d'établissement d'un système d'approvisionnement en eau en zone rurale dans la ville de Kambia**

Soutenir un approvisionnement stable en eau salubre

En Sierra Leone, moins de la moitié de la population a accès à une eau salubre. De nombreuses personnes utilisent de l'eau insalubre des puits, des rivières ou des cours d'eau, l'une des causes principales des maladies hydriques. Afin de fournir une eau salubre de manière stable, la JICA soutient l'introduction de systèmes d'approvisionnement simple à entretenir et à gérer.

Approvisionnement durable en eau par un système de filtration lente sur sable géré par une société d'intérêt public

La guerre civile qui a commencé en 1991 et sévit pendant 11 ans en Sierra Leone a détruit la plupart des installations d'approvisionnement en eau du pays. Par ailleurs, le manque de maintenance et de gestion des installations restantes a conduit à une situation d'absence quasi-totale d'approvisionnement en eau.

C'est dans ce contexte que la JICA a initié un projet d'établissement d'un système de gestion

de l'approvisionnement en eau dans le district de Kambia, une coopération technique de deux ans qui a débuté en décembre 2006. Le projet a permis de remettre en état de fonctionnement les installations, qui avaient été construites grâce à une aide sous forme de don en 1989, à Rokpur, dans le district de Kambia. Le système de filtration lente sur sable qui a été mis en place est simple à entretenir et à gérer. Parallèlement au transfert de technologie lié à l'exploitation, la maintenance et la gestion du système, la JICA a également déployé des efforts pour créer un système de collecte des factures d'eau, établir une société d'intérêt public pour prendre en charge l'exploitation, la maintenance et la gestion, et renforcer les capacités du personnel chargé de son administration. Aujourd'hui, l'installation est en mesure d'approvisionner de manière stable environ 15 000 personnes en eau salubre.

Forte de cette expérience, devenue un modèle pour les projets de ce type, la JICA entend fournir une aide sous forme de don pour le projet d'établissement d'un système d'approvisionnement en eau en zone rurale à

Kambia, à partir de 2011. Kambia est la capitale du district du même nom. La JICA a l'intention d'y construire une installation d'approvisionnement en eau utilisant le système de filtration lente sur sable, mais aussi d'apporter une coopération technique pour établir un système de maintenance et de gestion par une société d'intérêt public. Au terme du projet qui durera trois ans, le nombre d'utilisateurs d'eau salubre devrait être de 30 000 en 2016, contre 3 400 aujourd'hui.



Traitement de l'eau à la station de filtration lente sur sable

(l'Agence allemande de coopération internationale, GIZ) en 2010, et elle a accepté de participer à un partenariat pour l'amélioration de l'accès à une eau salubre en Afrique. La JICA et la GIZ partageront leur expertise et savoir-faire respectifs sur le renforcement des capacités des ressources humaines dans le secteur de l'eau et sur l'amélioration des taux d'approvisionnement en eau, etc. Les deux Agences déploieront par ailleurs des efforts conjoints pour étendre les résultats de divers projets à plus de régions. En outre, la JICA collabore avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DfID) pour l'amélioration des infrastructures régionales par des activités destinées à répondre avec efficacité aux besoins colossaux d'infrastructures de l'Afrique et qui ne peuvent être entreprises par une seule organisation.

En septembre 2010, la JICA a rejoint l'initiative Harmonisation pour la santé en Afrique (HHA), un cadre international pour la coordination de l'aide qui vise au renforcement des systèmes de santé dans les pays africains en coopération avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un bailleur de fonds majeur dans le domaine de la santé, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme conjoint des Nations unies sur le VIH/sida (UNAIDS), l'USAID, la Banque mondiale et d'autres institutions.

Afin de faire progresser la coordination de l'aide envers l'Afrique, la JICA entend partager de manière efficace une expertise ancrée dans son expérience de terrain, afin de formuler des plans d'aide et des stratégies de développement par secteur, tout en accentuant l'aspect pratique des politiques concernées.

Collaboration avec les gouvernements locaux

En effectuant des recherches sur la fièvre jaune, le Dr Hideyo Noguchi, un bactériologiste japonais, a été infecté par la maladie et il est décédé au Ghana. C'est en s'appuyant sur le lien fort qui unissait le Dr Noguchi et Accra en 1928 que le gouvernement ghanéen a demandé au Japon de fournir une coopération médicale. En réponse, la JICA n'a eu de cesse de développer ses activités depuis 1969, notamment par la coopération avec l'Université de médecine de Fukushima pour des recherches en virologie ainsi que par l'établissement de l'Institut de recherche médicale Noguchi.

Afin de renforcer son soutien à l'Afrique, la JICA a demandé à la préfecture de Fukushima, lieu de naissance de Hideyo Noguchi, d'apporter son soutien, et la préfecture a accepté d'accueillir plus de 100 étudiants sur trois ans à partir de 2010. Au cours de la première année fiscale, 40 participants se sont rendus au Japon pour suivre les formations sur la promotion de l'industrie, la promotion de la riziculture, la maintenance et la gestion des routes, et l'enseignement primaire. Les formations ont été organisées avec la coopération de la préfecture de Fukushima, d'universités et d'entreprises de la préfecture ainsi que de l'Union des coopératives agricoles du Japon (JA), notamment.

La JICA continuera de soutenir le développement du Ghana en collaboration avec la préfecture de Fukushima, tout en mettant en exergue les liens spéciaux de cette région avec le Ghana.

Étude de cas Kenya Projet de développement de l'irrigation à Mwea

Contribuer à la sécurité alimentaire par la promotion de la riziculture

Ces dernières années, la JICA a apporté son soutien au développement de l'irrigation à Mwea, dans la province centrale du Kenya. Dans le cadre de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), une initiative clé pour la sécurité alimentaire sur le continent, la JICA s'attache à stimuler la production rizicole à Mwea. En août 2010, la JICA a commencé un projet de prêt d'APD pour l'établissement et la rénovation de dispositifs d'irrigation et le développement des terres cultivées.

Contribuer à une récolte plus fructueuse dans le « centre de production rizicole » du Kenya

Si vous vous rendez à 100 kilomètres au nord-est de Nairobi, la capitale du Kenya, vous pourrez voir des rizières s'étendant à perte de vue. Elles appartiennent à la zone d'irrigation de Mwea, le « centre de production rizicole » du Kenya, qui assure plus de 50 % de la production de riz du pays.

Depuis l'étude de développement conduite

en 1988, la JICA a apporté une aide sous forme de don pour la construction et la rénovation de dispositifs d'irrigation. En outre, grâce à une série de projets de coopération technique, la JICA a contribué au renforcement des ressources humaines du Conseil national pour l'irrigation, prodigué des conseils sur la riziculture aux agriculteurs, et conduit des tests sur la culture d'un nouveau riz pour l'Afrique (riz NERICA). Grâce à un soutien structurel et non structurel, la zone d'irrigation s'est étendue à 7 860 hectares, et la zone d'irrigation de Mwea est devenue l'une des principales zones rizicoles du pays.

Cependant, les installations ont subi de graves détériorations ces dernières années, ce qui a provoqué un déclin de la production dû au manque d'eau pour l'irrigation. Ce projet vise à rétablir l'approvisionnement stable d'eau d'irrigation et devrait aboutir à une double culture (deux récoltes par

an) de riz et de culture horticole. Par ailleurs, la superficie cultivée et le volume de la production annuelle de riz devraient doubler dans les 10 ans. Ce projet est central pour l'initiative CARD, et en tant que tel, il est l'objet de fortes attentes.



Le nombre de personnes qui participent à ce projet au Kenya témoigne de l'importance de la culture du riz pour le secteur agricole de la zone d'irrigation de Mwea, à laquelle la JICA a apporté son aide. Le projet implique également des transferts de technologie, notamment pour la maintenance et la gestion des systèmes d'irrigation ainsi que pour la gestion de l'eau.